

Document

Comment le Qatar a acheté la France (et s'est payé sa classe politique)

(slate.fr)

9 juin 2011

Dans la stratégie d'influence de ce micro Etat richissime, la France occupe une place à part. La simple addition des liens établis en France par le Qatar et des intérêts acquis a pourtant de quoi inquiéter.

Le Qatar qui vient de racheter la majorité du capital du PSG, qui intervient militairement aux côtés des Occidentaux en Libye et qui organisera la Coupe du monde de football en 2022 est à peine un Etat. Etabli sur une petite presqu'île de 11.437 km², un peu plus grande que la Corse, à l'est de l'Arabie saoudite, son territoire désertique est invivable l'été quand les températures oscillent entre 40 et 50 degrés.

L'émirat a obtenu son indépendance en 1971. Il compte 1,5 million d'habitants dont 200.000 seulement sont des citoyens qataris. Leur revenu par tête est tout simplement le plus élevé de la planète. Ils ne payent pas d'impôts, disposent de transports et d'un système de santé gratuits et pour la plupart n'ont tout simplement pas besoin de travailler, la main d'œuvre immigrée est là pour cela.

La vraie raison de la notoriété et du poids économique et politique de ce micro Etat se trouve sous la terre et sous la mer: le pétrole et plus encore le gaz naturel dont ce pays est le troisième producteur au monde. Cela permet au Qatar de gérer le plus grand fonds souverain de la planète, QIA (Qatar Investment Authority), dont les avoirs des différentes entités approchent les 700 milliards de dollars. Les Qataris sont riches à la naissance et assez rapidement inquiets.

Alternance de coups d'Etat

Leur obsession est de préserver et protéger ce qu'ils ont, c'est-à-dire l'indépendance et l'existence même d'un Etat féodal dirigé par un émir qui change au gré des coups d'Etat. Le dernier en date, en juin 1995, a permis à l'actuel émir, Hamad bin Khalifa al-Thani, de déposer son père qui était en vacances en Suisse et qui lui-même avait chassé son cousin du pouvoir en février 1972.

Il a failli y avoir un autre coup d'Etat en juillet 2009, mais il a échoué. *«Les Qataris s'achètent en permanence des assurances-vie ou ce qu'ils croient être des assurances-vie, explique un banquier français installé depuis des années à Doha, la capitale de l'émirat. Ils ne font pas dans la finesse et dans la subtilité, mais ils sont très forts. Ils pensent non sans raison que tout s'achète.»*

La survie étant sa préoccupation permanente, le Qatar cherche sans cesse des alliés, des obligés et toute forme de reconnaissance: diplomatique, économique, financière, et sportive... Il est le conseiller, le financier, le partenaire, l'intermédiaire de tout le monde ou presque: des Etats-Unis et d'Israël, de l'Arabie saoudite et de l'Iran, de l'Autorité palestinienne, du Hamas, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Syrie, du Liban...

Le Qatar a eu l'habileté de se doter d'une arme de politique internationale exceptionnelle, la chaîne de télévision d'information continue la plus influente du monde musulman, al-Jazeera. Elle couvre tous les pays, sauf un... le Qatar. Et sa bienveillance plus ou moins grande avec les régimes dépend

aussi parfois des intérêts de l'émir comme le montrent certaines dépêches secrètes, révélées par Wikileaks, de la diplomatie américaine.

L'addition des biens acquis ne gêne personne

Dans la stratégie d'influence du Qatar, la France occupe une place à part. D'abord parce que les Qataris la connaissent très bien: ses institutions, son personnel politique, ses entreprises, ses forces et ses faiblesses. Ils viennent pour bon nombre d'entre eux en France tous les étés quand ils fuient les grandes chaleurs. Le Qatar aime tellement la France, qu'il a décidé de se la payer... au sens propre.

De se payer sa classe politique, ses grandes entreprises, sa fiscalité, ses grandes écoles, son patrimoine immobilier, ses footballeurs... Et cela ne semble gêner personne. La simple addition des liens établis en France par le Qatar et des intérêts acquis a pourtant de quoi inquiéter.

Car le Qatar n'est pas vraiment un pays fréquentable. C'est une monarchie absolue construite sur une rente. Il n'y a pas de partis politiques et encore moins de démocratie. Le régime de l'émir est fragile même si les révolutions arabes semblent ne pas l'avoir affecté. Il est très difficile d'obtenir des informations sur la tentative de coup d'Etat de juillet 2009. Des militaires de haut rang alliés à une puissance étrangère auraient été arrêtés avant de passer à l'acte.

Doha fait preuve d'une attitude pour le moins ambiguë à l'égard de l'islamisme chiite iranien et plus encore sunnite. C'est le seul pays wahhabite en-dehors de l'Arabie saoudite. C'est un pays où plus des trois quarts des résidents ne sont pas des nationaux et où les minorités iranienne, chiite, pakistanaise, immigrés de pays arabes, pourraient un jour se révolter, prendre le pouvoir, agir pour une puissance étrangère.

Alors Doha tente de jouer un jeu diplomatique subtil consistant à être dans tous les camps en même temps. En février 2010, le Qatar aurait signé un pacte de défense avec la Syrie et l'Iran tout en ayant sur son sol une base militaire américaine depuis la première guerre du Golfe.

Le Qatar a été l'organisateur avec le président syrien Bachar el-Assad, de la visite triomphale de Mahmoud Ahmadinejad, le président iranien, au Liban en juillet 2010. L'émir du Qatar s'est rendu en Israël lors d'une visite secrète en mars 2010. Et selon toujours des sources Wikileaks, le Qatar fait preuve d'un considérable laxisme concernant le financement du terrorisme à partir de son sol.

Tout cela n'empêche pas nos hommes et nos femmes politiques de se succéder en rangs serrés au Qatar. On peut citer pêle-mêle parmi les habitués des séjours à Doha: Dominique de Villepin, Bertrand Delanoë, Philippe Douste-Blazy, Rachida Dati, Ségolène Royal, Fadela Amara, Claude Guéant, Jean-Louis Debré, Gérard Larcher, Hubert Védrine, Frédéric Mitterrand, Hervé Morin, Jean-Pierre Chevènement, Dominique Baudis, Jack Lang...

Un pays pas fréquentable, mais très fréquenté par les politiques français

Trois semaines après son élection en 2007, le premier chef d'Etat arabe reçu à l'Elysée par Nicolas Sarkozy était l'émir Hamad bin Khalifa al-Thani. Un mois et demi plus tard, le 14 juillet 2007, il assistait au défilé sur les Champs-Élysées au côté du président de la République. Les liens étroits tissés par Nicolas Sarkozy avec l'émir quand il était ministre de l'Intérieur et faisait former les forces de l'ordre qataries ont été fructueux.

Cela s'est traduit, pour la partie visible, par le rôle déterminant du Qatar dans la libération en juillet 2007 des infirmières bulgares détenues en Libye par Kadhafi et plus récemment par la participation symbolique du Qatar à l'intervention militaire occidentale contre le même Kadhafi, seul pays arabe à le faire.

Illustration toutefois du double jeu permanent du Qatar, l'émirat a aussi joué un rôle dans l'affaire al-Megrahi, la libération en août 2009, soi-disant pour raisons médicales, de l'un des auteurs libyens de l'attentat de Lockerbie.

Parmi les actuels et anciens membres du gouvernement, Claude Guéant en tant qu'envoyé spécial de Nicolas Sarkozy, Rachida Dati dont la sœur travaille pour le procureur général du Qatar et Fadela Amara ont multiplié les voyages dans l'émirat. A une époque, quand elle était Garde des sceaux, Rachida Dati se rendait jusqu'à deux ou trois fois par mois au Qatar.

Le Qatar soigne Sarkozy, mais pas seulement: des proches de Chirac (qui en tant que président de la République s'était rendu 9 fois en visite officielle à Doha) et des socialistes bénéficient aussi de son attention et de ses faveurs.

Le Qatar est le principal client du cabinet d'avocat de Dominique de Villepin. Le contrat stipulerait que les déplacements de l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac à Doha se font dans les avions de l'émir. Ségolène Royal s'est elle vu offrir un dîner en son honneur à l'ambassade du Qatar le 27 mars 2008.

La bataille d'Areva et les réseaux Sarkozy

Autre démonstration du poids de l'émirat dans la vie politique française, il a obtenu le vote à l'Assemblée et au Sénat au début de l'année 2008 d'un statut fiscal exorbitant pour ses investissements en France. Les investissements immobiliers ne sont pas imposables sur les plus-values et les résidents qataris en France ne payent pas l'ISF pendant leurs cinq premières années de présence. Le groupe d'amitié entre la France et le Qatar compte 49 députés à l'Assemblée nationale...

Le Qatar a passé des accords de défense avec la France qui assure la formation des marins de sa flotte de guerre et de ses policiers et lui a fourni une grande partie de son matériel militaire, notamment des mirages 2000. Le Qatar a obtenu ou veut obtenir l'ouverture d'antennes à Doha de quelques-unes de nos plus prestigieuses grandes écoles comme HEC, Saint-Cyr ou l'Ecole nationale de la magistrature.

Les grandes entreprises françaises sont évidemment très présentes à Doha, notamment dans la défense et l'énergie: Total, GDF-Suez, EDF, Veolia, Vinci, Air Liquide, EADS, Technip... ont raflé des contrats importants. Mais le Qatar est aussi et avant tout un investisseur. Le fonds souverain du Qatar est actionnaire ou cherche à le devenir, de groupes stratégiques comme Lagardère (défense et presse), Veolia environnement (services collectifs), Suez (énergie, services collectifs), Vinci (BTP), et du côté des tentatives répétées CMA CGM (shipping) et surtout Areva (nucléaire).

La partie qui s'est jouée il y a quelques mois autour du capital d'Areva illustre bien le poids et l'ambition des Qataris en France et la façon dont ils procèdent et dont leurs réseaux fonctionnent. En l'occurrence, ils ont joué sur les liens étroits et anciens entre Claude Guéant, alors secrétaire général de l'Élysée, François Roussely, président du Crédit Suisse France et Henri Proglio, PDG d'EDF et proche de Nicolas Sarkozy.

Ces trois hommes se connaissent très bien. François Roussely a précédé Claude Guéant à la direction de la police nationale et Henri Proglio à la présidence d'EDF. François Roussely a été chargé par le gouvernement de rédiger un rapport sur l'avenir du nucléaire et, ce qui ne semble gêner personne, conseille le Fonds souverain du Qatar qui est client et actionnaire du Crédit Suisse et souhaite ardemment entrer dans le capital d'Areva.

Paris, la tête de pont qatarie

Il a fallu une intervention conjointe du Premier ministre François Fillon, de la ministre de l'Economie Christine Lagarde et d'Anne Lauvergeon, la présidente d'Areva, pour empêcher in extremis l'entrée à la fin de l'année 2010 du Qatar dans le capital du fleuron français du nucléaire.

«Avec les Qataris, c'est toujours du donnant-donnant, explique sous le couvert de l'anonymat un Français qui a longtemps vécu au Qatar, connaît bien la famille régnante et a vu défiler à Doha une bonne partie de la nomenclatura française. Parfois, il y a un grain de sable in extremis comme dans l'affaire Areva, mais c'est l'exception, ils préparent bien leurs coups.»

L'immobilier donne également une bonne mesure de l'influence qatarie. L'émir possède un palais de 4.000 m² à Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine) et l'hôtel d'Evreux, place Vendôme ainsi que deux autres hôtels particuliers attenants. Le fonds souverain détient à Paris des hôtels de luxe (Majestic et Royal Monceau).

Mais ce sont les travaux du frère de l'émir lors de la restauration de l'hôtel Lambert, joyau du XVIII^e siècle situé sur l'île Saint-Louis, racheté en 2007 aux héritiers du baron Guy de Rothschild, qui ont fait un peu de bruit. Des travaux considérables et illégaux qui ont provoqué une polémique. Pour y mettre fin, Christine Albanel, alors ministre de la Culture, n'avait pas saisi la Commission nationale des monuments historiques, mais un Comité scientifique... créé spécialement.

Et pour finir donc le sport et le football qui pour le Qatar semblent être le moyen idéal pour obtenir enfin la reconnaissance et le statut qu'il cherche frénétiquement. Le recrutement de Zinedine Zidane pour plusieurs millions d'euros afin vanter les mérites de la candidature à la Coupe du monde de football de 2022 du plus petit pays au monde l'ayant jamais organisé — qui ne s'est jamais qualifié pour cette compétition et de surcroît à un climat inadapté à la pratique de ce sport en été... — a été couronné de succès.

La controverse qui a suivi et les lourds soupçons de corruption de la Fifa n'y ont rien changé. Après le Royaume-Uni, l'Allemagne à son tour vient pourtant de contester le choix du Qatar et demande que la candidature soit réexaminée. Peu probable.

L'intérêt du Qatar pour le football ne s'arrête pas à l'organisation de la Coupe du monde et à l'achat pour ses clubs de joueurs européens en fin de carrière payés à prix d'or. Les clubs de football européens deviennent aussi des proies, celui de Malaga en Espagne, le FC Barcelone dans une moindre mesure, et donc maintenant le Paris Saint-Germain, le seul grand club de la capitale française dont Nicolas Sarkozy est un supporter affirmé. Il se dit de façon insistante que l'Elysée n'aurait d'ailleurs pas ménagé ses efforts pour convaincre l'émir de donner au PSG les moyens de nouvelles ambitions. Mais quelle en sera la contrepartie ?